SUITE À L'AGRESSION D'UN DES LEURS

Sit-in de protestation des médecins de l'EPH de Bouira

Le 24 avril dernier, alors qu'elle était en plein service au niveau des urgences de l'hôpital Mohamed-Boudiaf de Bouira, Dr Mellouk a failli être lynchée par un citoyen qui venait d'évacuer en urgence un parent. La jeune médecin, enceinte de huit mois, n'a dû son salut qu'à l'intervention d'un agent de sécurité.

Cette agression n'était pas isolée malheureusement, puisque, auparavant, plusieurs agressions dont ont été victimes d'autres médecins, surtout au niveau des urgences, mais également des paramédicaux, particulièrement les femmes, ont été signalées mais sans que personne lève le petit doigt.

Aussi, cette fois-ci, le Dr Mellouk, qui était victime de cette agression et qui se trouve être la représentante de la section locale du SNMGSP (Syndicat national des médecins généralistes de la santé publique), a décidé de porter l'affaire en justice en déposant plainte contre son agresseur et, parallèlement, deux autres syndicats qui travaillent dans l'intersyndicale de la santé, à savoir le SNPSSP ou le Syndicat national des praticiens et spécialistes de la santé publique, ainsi que le SAP (Syndicat algérien des paramédicaux), se sont joints au SNMGSP et se sont rencontrés le 9 mai dernier. A l'issue de cette rencontre, une lettre a été adressée au DSP de Bouira dans laquelle ils l'interpellent sur l'insécurité qui prévaut au sein de l'EPH Mohamed-Boudiaf de Bouira, mais également au sujet de la pénurie de certains médicaments d'urgence, le manque d'hygiène dans tous les services d'hospitalisation et, enfin, le manque de médecins surtout après le départ de 13 médecins-généralistes durant ces derniers mois.

N'ayant reçu aucune réponse, les trois syndicats ont décidé d'organiser hier un piquet de grève de deux heures et demie entre 9 h et 11 h 30, pour alerter l'opinion publique sur la gravité de la situation et les conditions lamentables, selon eux, dans lesquelles ils exercent.

Photo : DR

Hier, lors de leur sit-in de protestation, alors que le DSP ne s'était pas présenté devant eux pour au moins les écouter et essayer de les rassurer, préférant leur envoyer deux émissaires, les médecins grévistes et les paramédicaux insistaient sur leur action qu'ils disent organiser malgré eux pour essayer d'interpeller le DSP et même le ministère sur les conditions déplorables dans lesquelles ils exercent notamment avec ces agressions et ces insultes à répétition qu'ils essuient de la part de la population, alors qu'ils font l'impossible pour soulager les détresses et les douleurs de ceux qu'ils reçoivent quotidiennement au niveau des urgences et dans les différents services.

Les protestataires rappellent que leur action est un cri d'alarme pour inciter les responsables à augmenter le nombre d'agents de sécurité afin que l'hôpital soit sécurisé et qu'ils fassent leur travail dans de bonnes conditions en se consacrant entièrement aux malades, au lieu de gérer les mentalités de ceux qui les accompagnent et qui se retrouvent souvent à bout de nerfs.

Outre le problème de sécurité, les médecins protestataires citent également le problème de manque de médicaments qu'ils rencontrent souvent durant leur travail, surtout certains médicaments d'urgence, le manque d'hygiène, ainsi que la pression dans le travail due, selon eux, au départ massif de médecins durant ces derniers mois, à savoir 13 médecins partis depuis fin 2016 à ce jour, et sans qu'ils soient remplacés.

Autant de problèmes auxquels le directeur de l'EPH Mohamed-Boudiaf, M. Boutemer, a répondu surtout concernant le manque de sécurité au sein de l'établissement qui, dira-t-il, fonctionne de manière insuffisante avec 6 à 7 agents de sécurité pendant la nuit et répartis à deux au niveau du portail, deux au niveau de la maternité et trois au niveau des urgences. Ainsi, au niveau des urgences surtout avec les multiples cas qu'elles reçoivent dans la nuit et vu la sociologie algérienne qui fait que durant le transfert d'un malade en urgence, c'est tous les parents et les voisins qui l'accompagnent et qui essayent tous d'entrer, les urgences se retrouvent souvent submergées par des personnes qui font plus de mal à leurs patients que de bien. Puisque le meilleur service à rendre à un malade est de le laisser tranquille avec le médecin, ou, parfois, patienter quand ce même médecin est occupé avec un autre patient.

Cela étant, le DG de l'EPH Mohamed-Boudiaf, qui rappelle que l'action a été menée par quelques médecins-généralistes et certains spécialistes, ne dépassant pas la vingtaine alors qu'au niveau de l'EPH de Bouira, il y a 42 généralistes et 115 spécialistes, reconnaît que le manque en agents de sécurité est un sérieux problème auquel il faut remédier. Concernant les autres points, le directeur récuse l'accusation du manque d'hygiène en rappelant que les personnels qui s'occupent de l'hygiène sont des professionnels et font leur travail convenablement, pour peu que les autres, surtout les infirmiers, fassent le tri, et les citoyens surveillent leur comportement en aidant avec leur civisme, à garder l'endroit toujours propre.

Enfin, pour les médecins, le départ des 13 généralistes est dû au congé de maternité et qu'il ne pourra pas engager un concours pour les remplacer ; quant aux médicaments, le directeur rappelle que lorsqu'au niveau des urgences et des 7 blocs opératoires, une vingtaine de malades sont opérés quotidiennement, il arrive que les médicaments d'urgence sont épuisés mais en précisant que cela arrive rarement et les responsables y remédient le plus rapidement possible.

Cela étant, du côté des représentants de l'intersyndicale, si leurs revendications ne sont pas prises en charge convenablement, d'autres actions sont à prévoir dans les jours à venir.

Y. Y.

BLIDA

Les candidats au baccalauréat accompagnés psychologiquement par la police

Une campagne d'accompagnement psychologique à l'endroit des candidats au baccalauréat vient d'être entamée par le service de la santé et des activités sociales et sportives de la police de la Sûreté de wilaya de Blida en collaboration avec la Direction de l'éducation nationale, et ce au niveau des établissements scolaires de la wilaya.

Cette campagne qui s'inscrit dans le cadre de la politique engagée par la Direction générale de la Sûreté nationale, s'effectue à travers des visites pédagogiques de cadres de la Sûreté de wilaya de Blida, accompagnés de psychologues, qui exécutent un programme échafaudé de conseils et autres explications et orientations sur la manière de réviser les cours et de préparer son examen sans stress ou panique.

Ces conseils ont pour but, disent les spécialistes, de surmonter les états psychologiques qui pèsent sur les candidats à quelques jours des examens.

Dans le même sillage, les encadreurs ont conféré aux élèves des techniques à même de les aider à se débarrasser de la peur du syndrome de la page blanche et de croire en leurs capacités quant à la réussite.

Il est à noter que cette initiative a été très appréciée par les élèves qui en interactif avec les psychologues ont posé beaucoup de questions qui pourront les aider et les appuyer dans leur volonté de réussir cet examen.

Sur un autre plan, une campagne de sensibilisation sur les dangers de la consommation de drogue a été effectuée par la Sûreté de wilaya de Blida au profit des stagiaires de la formation professionnelle, laquelle campagne se terminera aujourd'hui 16 mai. Celle-ci a pour but d'éveiller les consciences des stagiaires sur les méfaits des psychotropes notamment sur leur santé aussi bien corporelle, mentale que psychique.

A travers leurs exposés, les cadres de la police leur ont fait prendre connaissance de l'influence de la prise de drogue sur la hausse de taux de crimes par besoin pressant de se procurer de l'argent pour combler le manque de drogue, lequel besoin pousse des fois à l'irréparable.

M. B.

TIPASA

La fraise, reine de la foire agricole

Organisée par la chambre de l'agriculture et la Direction de l'agriculture de Tipasa, la foire agricole de Tipasa, vient d'exposer de la belle fraise locale, présentée par plus de 85 producteurs, produite sur une superficie au niveau de la wilaya de Tipasa qui couvre près de 250 hectares essentiellement réservés aux variétés de fraises cultivées que sont, «la Nayad», «la Sabrina», «la Rania», «la camarosa», «la Nabila»,«la Ghania», «la Sananedria», et la célèbre fraise «Tudla».

Les principaux producteurs proviennent des zones de production agricoles qui s'arrogent la primauté de cette culture. Il s'agit des zones du centre Ouest de la Mitidja, représentées par les communes de Sidi Amar, Bourkika, de Sidi Rached, de Bou Ismail, de Khemisti, de Douaouda et de Chaiba, couvrant comme précisé plus haut, près de 250 hectares et exploités par 85 producteurs.

La production moyenne de la fraise dans la wilaya est de 350 quintaux à l'hectare. «L'investissement est lourd, puisque on doit dépenser entre trois à cinq millions de dinars à l'hectare», nous confie un exposant, lors de cette foire.

S'agissant des maladies et ennemis de ce produits, les fellahs font face à la Tryps, au puceron et au botrytis. Le professeur Mouhouche Braham, expert en irrigation et en mise en valeur des terres et en agroclimatologie, auprés de l'Ecole Nationale agronomique, a presenté un exposé au cours duquel l'intervention lors de cette foire, a porté sur l'efficacité du système de goutte à goutte.

L'exposé de haut niveau technique de cet expert a été vulgarisé à un panel d'agriculteurs, en maraîchage et en fraise.

Quant au stockage et à la conservation des fruits et légumes sous froid controlé, ce fut le spécialiste en la matiere, M. Saraoui Nabil de la société Janny-MT, qui a tenté de vulgariser son exposé au profit d'une assistance constituée de Fellahs en majorité.

La serre multichapelle en hors sol, dédiée à la conduite de la tomate sous serre, fut un exposé très intéressant, car il a été révélé par l'orateur, représentant l'Institut ITCMI, qu'il y a une sous-utilisation des potentialités nationales en matière de culture de la tomate, sachant que plusieurs pays européens, arrivent à produire le triple de notre production avec l'utilisation de la serre multichapelle.

Lors de cette foire, une visite guidée des participants s'est déroulée au niveau de l'exploitation maraîchère EAC26, appelée DAS Si Lahouel, à Sidi Rached. Les participants ont pu voir une parcelle de production de pomme de terre alimentée par le système de goutte à goutte.

Selon des visiteurs de cette foire, «l'attente se situe au niveau de la vulgarisation de points de vente et des marchés couverts dédiés à l'agriculture, à l'image de ce qui a été réalisé les années précédentes, mais pas exclusivement dans la commune de Tipasa, qui n'est pas la totalité de la wilaya, ni pouvant satisfaire les 700 000 habitants des 28 communes de la Wilaya.»

Toujours selon d'autres citoyens «le mois du Ramadhan nous préoccupe, car les grosses dépenses se font lors de ce mois ; nous demandons que des points de vente du type «du producteur au consommateur», se généralisent pour éliminer les commerçants intermédiaires véreux, qui spéculent sur les prix de vente», nous dira un citoyen.

Houari Larbi